RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et
numérique

Arrêté du

**modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif
des certificats d'économies d'énergie**

NOR :

***Publics concernés :** demandeurs de certificats d'économies d'énergie et bénéficiaires dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.*

***Objet :** le présent arrêté supprime les bonifications applicables aux fiches d'opérations standardisées BAR-TH-150 « Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau », BAT-TH-140 « Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau » et BAT-TH-141 « Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau » à compter du 1^{er} septembre 2025. De plus, les bonifications applicables aux fiches BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » et BAR-TH-112 « Appareil indépendant de chauffage au bois » sont ajustées et exprimées en fonction d'un coefficient multiplicateur, et il n'est plus exigé de montant minimal d'incitations financières pour ces mêmes fiches.*

***Entrée en vigueur :** les bonifications applicables aux fiches BAR-TH-150 « Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau », BAT-TH-140 « Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau » et BAT-TH-141 « Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau » sont supprimées à compter du 1^{er} septembre 2025. Les bonifications relatives aux fiches BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » et BAR-TH-112 « Appareil indépendant de chauffage au bois » sont modifiées à compter du 1^{er} janvier 2026.*

***Application :** le présent arrêté modifie l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie qui, dans sa rédaction modifiée par le présent arrêté, peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 221-8 et R. 221-18 ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie du XXX ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du XXX au XXX, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement,

Arrête :

Article 1^{er}

L'arrêté du 29 décembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

I. – Le second alinéa de l'article 3-3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les pondérations prévues aux articles 3-4 à 6 ne s'appliquent pas aux contributions aux programmes définis à l'article L. 221-7 du code de l'énergie. » ;

II. – Le premier alinéa du I de l'article 3-4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. – Nonobstant toute disposition contraire des chartes figurant en annexes VIII et XII, sont bonifiées les opérations visées au II relevant des fiches BAT-TH-113 "Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau", BAT-TH-127 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur", BAT-TH-157 "Chaudière collective biomasse", BAR-TH-137 "Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur", BAR-TH-165 "Chaudière biomasse collective" et BAR-TH-166 "Pompe à chaleur collective de type air/eau ou eau/eau" engagées jusqu'au 31 décembre 2025 et achevées au plus tard le 31 décembre 2027 ainsi que des fiches BAR-TH-150 "Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau", BAT-TH-140 "Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau" et BAT-TH-141 "Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau" engagées jusqu'au 31 août 2025 et achevées au plus tard le 31 août 2026. Ces bonifications ne concernent que les opérations pour lesquelles le demandeur est signataire de l'une des chartes d'engagement "Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires" figurant en annexes VIII et XII, et lorsque le rôle actif et incitatif prévu à l'article R. 221-22 du code de l'énergie est conforme à ces chartes. » ;

III. – L'article 3-6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3-6. – I. – Sont bonifiées les opérations mentionnées au III engagées, nonobstant toute disposition contraire des chartes figurant en annexes V, V-2, V-3 et V-4, jusqu'au 31 décembre 2025 et achevées au plus tard le 31 décembre 2026, et les opérations mentionnées au IV engagées, nonobstant toute disposition contraire des mêmes chartes, jusqu'au 31 décembre 2030 et achevées au plus tard le 31 décembre 2031, pour lesquelles le demandeur est signataire de l'une des chartes susmentionnées, et lorsque le rôle actif et incitatif prévu à l'article R. 221-22 du code de l'énergie est conforme à ces chartes.

« Seule la charte figurant en annexe V-4 peut être signée.

« II. – Sont éligibles les opérations respectant les dispositions prévues par la charte et dont la date d'engagement est postérieure à la date de signature de la charte et à la date de prise d'effet de la charte indiquée par le demandeur dans sa charte.

« III. – La bonification porte le volume total de certificats d'économies d'énergie délivrés à :

« 1° Pour les actions relevant des fiches d'opérations standardisées BAR-TH-171 "Pompe à chaleur de type air/eau" et BAR-TH-159 "Pompe à chaleur hybride" et quelle que soit la zone climatique dès lors que l'équipement installé vient en remplacement d'une chaudière individuelle au charbon, au fioul ou au gaz :

« - 615 400 kWh cumac pour les actions au bénéfice des ménages modestes mentionnés au II *ter* de l'article 3-1 ;

« - 384 600 kWh cumac pour les actions au bénéfice des autres ménages.

« 2° Pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-172 "Pompe à chaleur de type eau/eau ou sol/eau" ou de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-143 "Système solaire combiné (France métropolitaine)" et quelle que soit la zone climatique, dès lors que l'équipement installé vient en remplacement d'une chaudière individuelle au charbon, au fioul ou au gaz : 769 200 kWh cumac.

« Nonobstant toute disposition contraire des chartes figurant en annexes V et V-2, l'incitation financière versée au bénéficiaire pour les actions mentionnées au premier alinéa du présent 2° s'élève au moins à 5 000 €.

« 3° Pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-137 "Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur" dans le cas d'une maison individuelle raccordée à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération (dans son état actuel ou dans le cadre d'un projet décidé) et quelle que soit la zone climatique, dès lors que le raccordement au réseau de chaleur vient en remplacement d'une chaudière au charbon, au fioul ou au gaz :

« a) 107 700 kWh cumac par logement raccordé, pour les actions au bénéfice des ménages modestes mentionnés au II *ter* de l'article 3-1 ;

« b) 69 200 kWh cumac par logement raccordé, pour les actions au bénéfice des autres ménages.

« IV. – Le volume total de certificats d'économies d'énergie délivrés est égal :

« 1° Au montant de certificats déterminé par la fiche d'opération standardisée BAR-TH-112 "Appareil indépendant de chauffage au bois" et quelle que soit la zone climatique dès lors que l'appareil vient en remplacement d'un équipement de chauffage fonctionnant principalement au charbon, multiplié par un coefficient :

« a) 5 pour les actions au bénéfice des ménages modestes mentionnés au II *ter* de l'article 3-1 ;

« b) 4 pour les actions au bénéfice des autres ménages.

« 2° Au montant de certificats déterminé par la fiche d'opération standardisée BAR-TH-113 "Chaudière biomasse individuelle" et quelle que soit la zone climatique dès lors que l'équipement installé vient en remplacement d'une chaudière individuelle au charbon, au fioul ou au gaz, multiplié par un coefficient 5.

« V. – Les montants minimaux d’incitations financières mentionnés dans les chartes figurant en annexes V, V-2, V-3 et V-4 pour les opérations relatives aux fiches BAR-TH-112 et BAR-TH-113 ne sont pas applicables.

« VI. – La dépose de l’équipement existant est mentionnée sur la preuve de réalisation de l’opération en indiquant l’énergie de chauffage (charbon, fioul, gaz ou électricité) et le type d’équipement déposé. » ;

IV. – Les articles 3-4-1, 3-6-1, 3-7, 3-7-1, 3-7-2, 3-7-4, 3-7-5, 5 et 6-1 sont abrogés ;

V. – L’article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. – Le volume des certificats d’économies d’énergie délivrés pour les actions réalisées dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental de transport d’électricité est multiplié par 2. » ;

VI. – L’article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. – Les bonifications prévues aux articles 3-4 à 6 ne sont pas cumulables entre elles. »

Article 2

Les dispositions du III de l’article 1^{er} entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026 et s’appliquent aux opérations engagées à compter de cette date.

Article 3

Les bonifications en vigueur au 31 décembre 2025 prévues à l’article 3-6 de l’arrêté du 29 décembre 2014 susvisé pour la fiche d’opération standardisée BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » s’appliquent aux opérations incluses dans une liste transmise, au plus tard le 15 janvier 2026, par le demandeur de certificats au ministre chargé de l’énergie, suivant un modèle établi par la direction générale de l’énergie et du climat (DGEC) et mis à disposition sur le site internet du ministère.

Article 4

La directrice du climat, de l’efficacité énergétique et de l’air, est chargée de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le **XX**

Pour le ministre et par délégation :

La directrice du climat, de l’efficacité énergétique et de l’air,

D. SIMIU